

# Candidatures unitaires : Premières leçon d'un échec cuisant

mardi 9 janvier 2007, par [MARCHETTI Jean-Louis](#) (Date de rédaction antérieure : 2 janvier 2007).

## Sommaire

- [Bilan : première partie](#)
- [Les relations avec le PS \(...\)](#)
- [Un autre choix était possible](#)
- [Mais pourquoi la rupture \(...\)](#)
- [Tout est bon au PC, hormis \(...\)](#)
- [La faute à la LCR ?](#)
- [Le PC encore...](#)
- [L'histoire continue](#)

Le but de ces lignes n'est pas de relancer de futiles vendetta, mais de comprendre et de tirer les leçons d'une expérience qui vient de se dérouler sous nos yeux et dont les ressorts sont loin d'être épuisés.

Peut-on attendre que les passions autour de la candidature unitaire à la présidentielle soient retombées pour commencer à en tirer le bilan ? Dans six mois, bien d'autres enchaînements factuels seront venus interférer avec les problèmes soulevés par cette candidature. Or si l'on ne veut pas répéter les mêmes erreurs, il est indispensable de tirer un bilan des stratégies mises en place au cours de la séquence qui va du 29 mai 2005 jusqu'à la décision prise par le PC de présenter vaille que vaille Marie-Georges Buffet (MGB). Autrement dit, il faut se garder de penser que les difficultés comme les opportunités que nous avons rencontrées dans la dernière période puissent disparaître par l'effet miraculeux de la campagne électorale.

## Bilan : première partie

Il faut commencer par tirer le bilan des stratégies déployées par les camarades, hors PC, qui ont mis en place et pris la direction du processus unitaire depuis l'appel lancé le 10 mai 2006. Pour le moment, ces camarades sont peu enclins à assumer leur responsabilité dans l'échec du processus. Pourtant ce processus a été conduit d'une main de fer par l'équipe parisienne regroupée autour de Salesse et Debons, avec la participation de Christian Picquet au nom de la minorité de la LCR. Une fois l'appel initial rédigé, ces camarades n'ont pas bougé d'un pouce et ne se sont pas embarrassés outre mesure de démocratie dans les relations avec les collectifs locaux. On est donc fondé à analyser ce processus comme la mise en pratique d'une stratégie unifiée que l'on peut juger par ses résultats.

**« La direction du PCF n'aura, en réalité, à aucun moment voulu envisager une autre hypothèse que la présentation de sa secrétaire nationale. »**

Voilà ce que l'on peut lire dans la déclaration publiée le 22 décembre par 11 des principaux porte-parole du CIUN. Eclair de lucidité bien tardive et point de départ indispensable pour tirer un bilan.

Mais quel aveu !

Cet aveu condamne la politique menée, depuis le début, par le groupe dirigeant du collectif national. A preuve ? Ces camarades ne se sont jamais inquiétés de la question pourtant essentielle des signatures : ni de l'interdit lancé par le PS et le PC pour se réserver les signatures de leurs élus, ni du peu de temps entre la désignation du candidat unitaire et la date légale de dépôt. C'est dire que ces camarades ont toujours compté sur l'appui du PC pour franchir l'obstacle et ne se sont jamais donnés les moyens de faire vivre une candidature indépendante du PC.

Voilà les bases matérielles de la longue suite de capitulations politiques, qui commence par la mise à l'écart des amendements d'Aubagne [*demandant notamment que les porte-parole de partis ne puissent pas être candidats*], qui se poursuit par le silence sur les municipales de Bordeaux et les interprétations données par le PC de l'accord stratégique, puis par l'abandon de Bové dont le PC ne voulait à aucun prix, pour se terminer honteusement aux pieds de Wurtz, intronisé malgré lui sauveur suprême !

Or pas plus hier que demain, on ne peut défendre une politique indépendante sans s'en donner les moyens matériels. Et le collectif national ne s'est jamais donné les moyens de mener une politique indépendante du PC.

L'ironie de l'histoire c'est que le PC lui, n'a pas les moyens de sauver son appareil sans le soutien du PS. Et donc le projet de candidatures unitaires antilibérales, tel qu'il a été concocté dans le club très fermé des initiateurs de l'appel du 10 mai 2006, est toujours resté dépendant matériellement de ces deux partis ; ce qui est problématique pour un projet destiné à bouleverser la donne à gauche.

### **Les relations avec le PS au cœur du dispositif**

Pour une partie de la base des collectifs et même des militants du PC, l'affaire est entendue. Pas question de gouverner avec le PS. Mais il n'en est pas de même pour les dirigeants du collectif national.

Salesse a brillamment argumenté là-dessus, dans ses écrits et au cours du premier meeting unitaire qui s'est tenu à Aubagne en juin 2006, au cours duquel il a polémique contre la LCR en expliquant que si nous obtenions 16% des voix au premier tour, ne pas négocier avec le PS reviendrait à stériliser ces voix.

La stratégie était claire : d'abord établir un rapport de forces électoral sur un programme radical, puis négocier un bon accord permettant d'infléchir la politique gouvernementale. Foin de la protestation stérile, demain on gouverne ! Gouverner est un objectif immédiat, à portée de main. Mais dans ces conditions, le programme électoral devient un simple miroir aux alouettes, un piège à gogo en quelque sorte, puisque le programme réellement appliqué sera tout autre.

Il n'est pas nécessaire d'être militant de la LCR pour être réticent devant cette très ancienne stratégie. Et il est probable que si le débat avait été mené ouvertement au sein des collectifs, une forte minorité au moins aurait manifesté son désaccord.

### **Un autre choix était possible**

Considérer les échéances électorales de 2007 comme une première étape et non comme un aboutissement. Approfondir les convergences et développer les relations entre mobilisations sociales

et débouché politique. Enraciner les collectifs dans une pratique sociale. Bref travailler sur le moyen terme, au lieu de peaufiner des formules à double sens.

Mais plutôt que d'assumer ce débat ouvertement, le collectif national préférera s'en tirer avec une entourloupe, en contestant l'hégémonie social-libérale sans fermer la porte à une coopération gouvernementale avec le PS.

Peur des risques de division sans doute, peur de la rupture avec le PC certainement.. Finalement, le débat sur la stratégie sera étouffé par des tirades sur la « gagne » et les appels répétés à l'unité.

Les faits sont têtus : dans l'état des rapports de force, gouverner grâce aux élections de 2007 ne peut se faire sans le PS. Et ce parti, malgré l'échec de 2002 et le désaveu du référendum sur le TCE, est plus que jamais un parti social-libéral comme le montre le triomphe de Ségolène Royal et les ralliements qui continuent.

Refusant de tirer les conséquences de la désignation de la candidate du PS, le collectif national n'a jamais accepté de revenir sur son choix initial. Or, après l'AG de St Denis, le PS se trouvait bel et bien installé au cœur des perspectives politiques des collectifs, mais tout a été fait pour le cacher aux militants.

La preuve de ce choix stratégique, c'est la place occupée par PRS dans le dispositif du CIUN : peser sur les décisions politiques, sans jamais s'engager à rien et surtout pas à rompre avec la direction du PS et son programme adopté au congrès du Mans. Et pour finir retour au bercail !

Mélenchon n'a jamais été contredit, lorsqu'il expliquait que la fonction d'une candidature unitaire serait de rabattre au second tour les voix antilibérales sur la candidate du PS pour reconstituer l'unité de la gauche et que pour atteindre cet objectif, il fallait que l'orientation de la LCR soit battue. Au contraire, il a reçu un accueil triomphal au meeting de Montpellier alors que la LCR était interdite de tribune ! .

### **Mais pourquoi la rupture avec le PC ?**

Les dirigeants du collectif national n'en sont pas encore revenus. Malgré un large accord stratégique et l'engagement de faire réélire prioritairement ses députés sortants, contre toute raison électorale, le PC s'entête à imposer MGB.

Mais c'est que pour les dirigeants du PC, une stratégie politique est avant tout au service de l'appareil. Et les négociations avec le PS ne sont profitables en terme de places et de pouvoir que pour celui qui négocie ! Et c'est bien pourquoi : « *La direction du PCF n'aura à aucun moment voulu envisager une autre hypothèse que la présentation de sa secrétaire nationale* ».

La discussion s'est trop souvent limité à la question de la participation gouvernementale. Or ce n'est qu'un choix tactique et conjoncturel. Les liens entre le PC et le PS sont beaucoup plus fondamentaux. Ce qui est enjeu pour le PC, c'est le maintien d'un groupe parlementaire, la place dans les CG et CR et enfin les mairies, tout cela représentant le « dernier bassin d'emploi » des permanents. Pour obtenir le sauvetage de ses positions, l'appareil du PC doit donner de sérieuses garanties politiques au PS, mais en retour il doit justifier d'une utilité pour son partenaire et donc d'une base sociale. Or le PC ne contrôle plus la CGT, il est très affaibli électoralement et la mobilisation contre le CPE a démontré que sa présence dans la jeunesse était résiduelle. Reste le mouvement antilibéral et altermondialiste d'où le PS par la force des choses est quasiment absent.

Conquérir l'hégémonie sur la gauche antilibérale et accessoirement se requinquer électoralement pour aborder les négociations avec le PS en meilleure posture, voilà l'objectif poursuivi par la direction MGB depuis des mois. Pour cela il lui fallait absolument marginaliser la LCR, objectif atteint grâce à de nombreuses complicités et aux erreurs politiques de la direction de la LCR !

Mais ceux qui aident le PC à atteindre ses objectifs au sein des collectifs, ne voient pas qu'ils ouvrent un boulevard à sa candidate.

La plus pathétique preuve d'aveuglement, c'est l'engagement répété de faire réélire les députés sortants, comme si cela pouvait suffire à arranger les choses.

Nous savons bien que les élus sont la plaque sensible du dispositif. Mais ce qui importe à l'appareil, ce n'est pas seulement que les sortants soient réélus, mais qu'ils soient réélus grâce à lui ! Faites la démonstration que Clémentine Autain ou Yves Salesses sont une meilleure carte de visite pour la réélection que MGB et ce sera le sauve-qui-peut final des élus communistes, loin de la tutelle du Colonel Fabien !

En défendant la candidature de sa secrétaire générale à la présidentielle, l'appareil ne jouait rien moins que sa survie. Non, les ressorts fondamentaux de la politique du PC n'ont pas changé et les stratèges du collectif national ont fait preuve d'une belle ignorance des motivations de leur principal partenaire.

### **Tout est bon au PC, hormis MGB !**

Que la direction du PC refuse l'OPA sur sa politique, son appareil et ses militants, lancée par la poignée d'aventuriers du collectif national, c'était on ne peut plus prévisible.

Mais la question qui vaut la peine de poser, c'est la question inverse : une fois scellé l'accord stratégique, pourquoi le collectif national pouvait-il accepter n'importe quel candidat issu du PC - y compris un dirigeant international comme Wurtz - excepté MGB ?

Le refus de se reconnaître dans la candidature MGB a une telle force d'évidence chez les militants des collectifs que personne ne se demande vraiment pourquoi cette candidature est synonyme d'échec électoral assuré : 1 et 2 et 3 % !

L'explication la plus souvent avancée c'est que la candidature de la secrétaire générale du PC signifierait la satellisation du mouvement. Mais cette analyse s'arrête en chemin. Pourquoi l'orientation qui a rencontré un certain succès aux régionales 2004 apparaît avec une telle évidence comme sans espoir aux présidentielles ?

Tout simplement parce que pour l'opinion publique, à une échelle qui dépasse largement les collectifs, la politique du PC, incarnée par sa secrétaire générale ex-ministre de Jospin, apparaît comme totalement subordonnée au PS. Ces deux partis gèrent ensemble mairies, CG, CR et on sait bien qui porte la culotte ! Depuis Georges Marchais, Robert Hue...on a vu maintes fois comment cela se termine. Pour des élections locales, le vote PC peut sembler apporter un plus, mais pour des élections nationales plus personne ne croit qu'il peut représenter une alternative au PS.

En fait, accepter MGB comme candidate, c'était révéler au grand public que la perspective politique du CIUN était la même que celle du PC : la subordination au PS.

Cette orientation là ne peut pas actuellement rassembler le courant antilibéral en France, c'est

pourquoi les stratégies du collectif national ont dépensé tant d'efforts pour la masquer. La proposition de la candidature Wurtz, pour ceux qui s'y sont ralliés, a sonné comme un aveu de dernière minute.

L'accord stratégique entre les partenaires était bien réel, mais le nom du capitaine était vital pour les uns comme pour les autres.

### La faute à la LCR ?

Depuis que les choses tournent mal, voilà le bouc émissaire tout désigné : la LCR qui ne s'est pas montré suffisamment coopérative avec la stratégie de Salesse, Debons, Piquet et consorts.

Or le premier souci des initiateurs de l'Appel de mai 2006 a été de marginaliser la LCR, son programme et sa direction ; les militants étaient les bien venus pour bosser, surtout s'ils adoptaient la posture du renégat.

Effectivement cet objectif a été atteint au-delà de ce qu'ils pouvaient raisonnablement espérer. La LCR a bel et bien été marginalisée tout au long du processus et n'a jamais été en mesure de l'influencer. Sa direction s'est complu jusqu'au bout dans le rôle du commentateur désabusé sans être capable de proposer une orientation alternative. Ce bilan est cruel pour une organisation qui a le passé et la surface politique de la LCR. Nous nous y pencherons dans la deuxième partie de ce texte.

Mais il est inconvenant d'imputer à la LCR l'échec du processus tel qu'il a été conçu et mené et dont elle a été politiquement et organisationnellement exclu. Le choix qui a été fait de placer l'alliance avec la direction du PC au cœur du dispositif, impliquait dès le départ la marginalisation de la LCR. La direction du PC avait clairement affirmé son refus d'un accord politique avec la LCR. Entre la vieille alliance avec le PS et une nouvelle alliance antilibérale comprenant la LCR, le PC n'a jamais caché son choix. Il fallait donc chasser la LCR par la fenêtre pour faire entrer le PC par la grande porte.

Ce que les militants de la LCR sont en droit de reprocher à leur direction, c'est de s'être laissée marginalisée. Mais c'est un tout autre problème.

Quel rôle pouvait jouer la LCR dans le scénario préparé par les initiateurs de l'Appel de mai 2006 ?

Soit défendre sa place et ses idées au sein du mouvement des collectifs et la rupture avec la direction du PC serait survenue plus tôt.

Soit capituler honteusement sur le fond politique, comme d'autres l'ont fait. Mais la rupture avec le PC aurait eu lieu sur le même point : le nom du candidat. La LCR ni personne ne pouvait l'empêcher. Sauf que la direction du PC n'aurait même pas eu la crainte de devoir affronter Olivier Besancenot sur le plan électoral, ce qui est quand même un de ses principaux soucis.

La position d'observatrice, un pied dedans un pied dehors, choisie par la majorité de la LCR, a largement paralysé cette organisation et c'est précisément cette paralysie de la LCR qui a permis à l'équipe qui a pris la direction du processus unitaire d'avoir les mains libres pour appliquer sa politique.

Il ne faudrait quand même pas maintenant avoir l'air de s'en plaindre !

## Le PC encore...

L'image d'une campagne présidentielle reconstituant la tribune du meeting de Martigues contre le TCE n'a jamais été qu'un mirage, dont certains ne veulent toujours pas se réveiller. On peut comprendre la nostalgie des militants qui ont assisté à ce meeting, tellement est forte l'aspiration à l'unité. Il est par contre impardonnable que des dirigeants politiques aient utilisé cette aspiration à l'unité, pour masquer les choix politiques qu'ils avaient bel et bien tranchés, et eux seuls.

On peut apprendre des échecs. A condition d'explicitier les choix politiques et d'évaluer correctement leurs conséquences. C'est beaucoup plus facile à faire, lorsque chacun assume la responsabilité de ses choix.

Ce qui vient d'échouer, c'est une stratégie qui reposait sur une alliance privilégiée avec la direction du PC. Et cette stratégie s'est heurtée à la réalité même du PC, sa fonction dans la société française, la place de l'appareil en son sein et ses mécanismes reproducteurs.

L'URSS est morte, le PC s'est beaucoup affaibli, mais la rupture avec son histoire et au sein de son appareil dirigeant n'a pas eu lieu. En ce sens, le PC est très loin de l'évolution critique qui a permis la naissance de Rifondazione Comunista en Italie, quoiqu'on pense de l'évolution ultérieure de ce parti.

Pour que les choses se terminent différemment, il eut fallu que se lève une opposition interne capable de présenter une véritable alternative à la direction et en particulier capable de trancher le nœud gordien qui lie le PC au PS. On n'a pour le moment rien vu de tel et à aucun moment la direction MGB n'a été véritablement inquiétée. Il a fallu attendre la réunion de bilan du 21 décembre à la bourse du travail de St Denis, pour que les « communistes unitaires » se posent en fin la question : *« A-t-on affaire à un comportement sectaire et suicidaire ou bien un accord a t'il été passé dans notre dos avec le PS ? »*

Pour autant, il faut se garder de sous-estimer la crise interne et encore moins l'onde de choc qui va secouer ce parti à la suite de la rupture du front antilibéral. Mais la maturation politique interne pour construire une alternative tournée vers l'avenir reste à faire.

C'est cette permanence du PC et son poids au sein de la gauche antilibérale qui limite fondamentalement les possibilités de recomposition politique.

## L'histoire continue

Ce qui était en jeu dans cette affaire, ce n'était certainement pas la prise du pouvoir, ni même une victoire électorale, mais plus modestement le lancement d'une nouvelle force politique capable de donner un débouché aux aspirations et aux luttes du mouvement social.

Sur ce point essentiel la réponse des dirigeants du PC a toujours été un non catégorique.

Là aussi il eut fallu les entendre. L'unification politique des forces de la gauche antilibérale, y compris le PC, n'est pas possible en France actuellement ; même pas sous la forme d'une coalition électorale. C'est le bilan le plus clair de la mésaventure que nous venons de vivre.

Ne pas l'admettre, ce serait s'interdire de tirer les leçons de l'échec des collectifs pour des candidatures unitaires.

Ce qui ne veut pas dire que rien ne soit possible.

Bien au contraire, la force propulsive des collectifs unitaires a des causes profondes qui ne peuvent que se renforcer et mobiliser de nouvelles couches militantes vers le même objectif : une nouvelle organisation qui soit l'instrument politique des luttes antilibérales.

Il n'a pas été possible de résoudre le problème dans les conditions de l'après référendum.

Pour autant il serait fou de considérer cet objectif comme définitivement hors de portée ou dépassé. La question se reposera inévitablement avec plus de force encore au lendemain des élections.

C'est bien pourquoi nous ne devons pas prendre le risque de reproduire les mêmes erreurs.

Et pour cela il faut définir des objectifs en rapport avec nos moyens et pas seulement avec nos rêves.